

<https://ujfp.org/spip.php?article4741>



# Interdire le boycott d'Israël est antidémocratique

- BDS - Analyses -



Date de mise en ligne : lundi 22 février 2016

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Les tentatives du gouvernement de faire barrage aux organismes publics dans leur boycott et désinvestissement des entreprises impliquées dans l'oppression d'Israël sur les Palestiniens minent la démocratie locale afin de protéger Israël de toute critique (« Le boycott des produits israéliens va devenir un délit », 15 février).**

**Des conseils locaux, des syndicats d'étudiants, des syndicats de salariés, des partis politiques, et d'autres organismes démocratiques à travers le Royaume-Uni, ont voté leur soutien à l'appel des Palestiniens au boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). BDS est un moyen pacifique et efficace pour contester l'appui international qu'Israël reçoit en dépit de ses continuelles violations des droits de l'homme et infractions au droit international.**



La proposition du gouvernement aurait pour effet de contraindre les conseils locaux et les autres organismes publics à investir de façon immorale dans l'occupation et les entreprises d'armement d'Israël.

Les Palestiniens ont lancé le mouvement BDS il y a plus de dix ans parce que des gouvernements, dont le nôtre, ne se donnent pas les moyens de tenir Israël responsable de ses agressions délibérées contre les Palestiniens et de ses autres crimes de guerre. Au lieu de cela, le Royaume-Uni vend à Israël les armes dont celui-ci a besoin pour agresser les Palestiniens en toute impunité.

Au lieu de s'en prendre à la démocratie locale et de protéger Israël contre les implications de ses violations des droits de l'homme, le gouvernement britannique devrait prendre des mesures afin de soutenir la liberté, la justice et l'égalité.

Et mettre un arrêt au commerce des armes avec Israël serait un bon début.

Ahdaf Soueif

Roger Waters

Tommy Sheppard MP

Cat Smith MP

Malia Bouattia

NUS Black Students' Officer

Len McCluskey

General Secretary, Unite the Union

Alex Cunningham MP

Chris Stephens MP

Clive Betts MP

Dave Anderson MP

Kate Osamor MP

Marie Rimmer MP

Martyn Day MP

Nic Dakin MP

Steven Paterson MP

Yasmin Qureshi MP

Louise Haigh MP

Lord Ahmed Nazir

Baroness Jenny Tonge

Matt Wrack, General Secretary FBU

Mick Whelan, General Secretary ASLEF

Tim Roache, General Secretary Elect GMB

Mick Cash, General Secretary RMT

Piers Telemancque, Vice president Society and Citizenship, NUS

Shelly Asquith - Vice President Welfare, NUS

Ken Loach,

Mark Thomas,

Rizwan Ahmed,

Mike Leigh,

Andrew Smith, Campaign Against Arms Trade

Alexei Sayle

Anna Carteret

April De Angelis,

Baroness Jenny Tonge

Caryl Churchill,

Fionn Travers-Smith, Move Your Money

Gillian Slovo,

Hari Kunzru,

Hugh Lanning, Chair of Palestine Solidarity Campaign

Jeremy Hardy,

Jo Ram, Community Reinvest

Joel Benjamin, Community Reinvest

John Hilary, Executive Director of War on Want

Maggie Steed,

Maxine Peake,

Mick Bowman, Newcastle City Council

Michael Radford,

Miriam Margolyes,

Niall Buggy,

Pauline Melville,

Peter Kosminsky,

Rachel Holmes,

Riya Hassan, Palestinian BDS National Committee

Robert Wyatt,

Vica Rogers, Debt Resistance UK

[Article original en anglais paru dans The Independent, le 20 février 2016](#)

*Traduction JPP pour l'AURDIP.*